

La Chine s'installe en Afrique (par Jean-Michel Severino)

TROISIÈME puissance commerciale, la Chine a vu ses échanges avec l'Afrique quadrupler en cinq ans. Elle va sans doute supplanter cette année la France et l'Allemagne au premier rang des fournisseurs du continent africain ; et elle pourrait devenir, dès 2010, son premier client devant les Etats-Unis. Cette dynamique a des conséquences positives pour les Africains, mais présente également certains risques.

Les exportations chinoises, très diversifiées, sont bien adaptées à la demande africaine : tissus, électronique, équipements... Au Nigeria, en Afrique du Sud ou au Cameroun, les produits chinois ont provoqué la faillite de nombreuses entreprises, mais ils concurrencent le plus souvent les marchandises importées d'Occident et du Japon. En fournissant aux consommateurs africains des articles bon marché, la Chine améliore le bien-être des populations. Elle exerce également une pression à la baisse sur les coûts d'investissement : avec des prix inférieurs de 30 %, les sociétés chinoises s'imposent par exemple sur le marché de la construction.

La Chine exporte aussi des travailleurs qui, une fois les chantiers terminés, s'installent parfois sur place. L'immigration chinoise devient perceptible. Cette communauté d'environ 150 000 personnes sert de relais aux importations, investit et embauche. Elle s'intègre à la vie économique qui profite de son dynamisme. Les entreprises chinoises sont également de plus en plus nombreuses au sud du Sahara, où elles auraient déjà investi un milliard de dollars à travers 700 implantations - souvent liées aux matières premières.

En participant au redressement des cours des matières premières, l'appétit de l'économie chinoise améliore les termes de l'échange de plusieurs pays africains, contribuant à la reprise économique du continent depuis le début de la décennie. Néanmoins, la demande de la Chine en matières premières conjuguée à sa force de frappe sur les marchés des produits industriels risque de renforcer la spécialisation des économies africaines sur les matières premières.

Ce serait une bonne nouvelle si la hausse des cours garantissait le développement. Mais, à quelques rares exceptions près, l'exploitation des richesses naturelles a rarement profité aux populations des pays du Sud. L'Afrique réussira-t-elle à conjurer cette " malédiction des ressources naturelles " ? Il faudrait, pour cela, que la gouvernance s'améliore. Les réformes soutenues par l'aide des pays occidentaux visent précisément cet objectif, mais ce dernier ne revêt pas la même priorité pour l'aide chinoise. Celle-ci n'est assortie d'aucune conditionnalité autre que la rupture des relations avec Taïwan...

La Chine fête cette année le cinquantième anniversaire de sa coopération avec l'Afrique, amorcée par l'envoi de médecins " aux pieds nus " et la réalisation de grands travaux. En novembre, elle accueillera à Pékin un sommet Afrique-Chine réunissant les chefs d'Etat. Elle est, depuis longtemps, le premier bailleur de la Tanzanie. Son aide est importante en Angola, au Soudan et au Zimbabwe, trois pays au ban de la communauté internationale. La Chine a saisi l'opportunité de cet isolement pour intensifier sa coopération bilatérale. Les bailleurs occidentaux peuvent, certes, regretter l'opportunisme chinois, mais ils devraient en tenir compte pour modifier à l'avenir certaines de leurs stratégies. Pensons au retard qu'ils ont pris dans la résolution de la question du Darfour, ouvrant la voie à la Chine.

L'aide chinoise se traduit par des coopérations techniques dans les secteurs sociaux, des financements de projets et de l'aide budgétaire, notamment par remises de dette - 10 milliards de dollars depuis l'an 2000. La Chine a annoncé en 2005, à l'Assemblée générale des Nations unies, la mobilisation de 10 milliards supplémentaires d'ici trois ans sous forme de prêts concessionnels. A l'horizon 2010, elle pourrait se classer parmi les plus grands donateurs, ce qui ne va pas sans risque en termes de ré-endettement de pays pauvres, dans des conditions financières souvent peu transparentes.

Le gouvernement chinois a publié cette année un document sur sa politique africaine qui met l'accent sur

l'égalité, la souveraineté et la non-ingérence. Ce " consensus de Pékin " est parfois présenté, par certains observateurs, comme une alternative au " consensus de Washington ". L'un et l'autre auraient les mêmes objectifs (stabilité, développement et réforme), mais classés dans un ordre différent : Pékin donnerait la priorité à la stabilité comme préalable au développement et, in fine, aux réformes, à l'inverse de Washington.

L'aide chinoise séduit les Etats les plus rétifs aux réformes. Le prêt de 2 milliards de dollars accordé à l'Angola l'illustre bien. Il a conforté la position d'un pays qui est, par ailleurs, sommé de rendre des comptes sur la disparition de 4 milliards de dollars des caisses publiques. Mais cette aide séduit aussi les Etats qui ont souffert de l'instabilité provoquée par une application trop mécanique des réformes. Les bailleurs occidentaux ont, sur ce point, des leçons à tirer.

Au fond, l'irruption de la Chine en Afrique constitue une opportunité sans précédent pour permettre au continent de s'articuler à l'un des moteurs de l'économie mondiale. Mais elle s'accompagne aussi de risques réels que l'Afrique devra maîtriser. La communauté internationale, quant à elle, doit apprendre à dialoguer avec la Chine pour insérer ses interventions dans des objectifs communs.

Jean-Michel Severino est directeur général de l'Agence française de développement (jms@afd.fr).

(5595 caractères) - (929 mots)